

La scolarisation en milieu pastoral



Opérationnalisation de la stratégie du sous-secteur éducation de base à Zinder



L'éducation au pays de l'acajou et de la mangue grillée/cuite

Visite du Directeur régional SNV-WCA à Zinder et Maradi

Le Directeur régional de la SNV Afrique de l'Ouest et du Centre Hans van der Graaf vient de séjourner au Niger où il a visité les portefeuilles SNV à Maradi et Zinder. Nous y reviendrons dans notre prochain numéro.

Editorial Etes-vous bien éduqués ?

Un slogan formidable, populaire et facile à retenir a été promulgué par beaucoup d'institutions : L'éducation pour tous ! Qui peut aller à l'encontre d'un tel noble vœu ? Cela dépend. Le slogan est souvent expliqué de façon suivante : « Tout le monde doit suivre le même programme de la même durée ». Si c'est ça, je suis contre.

Dans le sens large, l'éducation est fortement influencée par la culture, c'est-à-dire par les normes et les valeurs d'une société ou d'une communauté. J'éduque mes enfants autrement que mes collègues camerounais, allemands ou nigériens parce que je ne partage pas toujours les mêmes normes et valeurs. Je tiens également compte de l'environnement et, par conséquent, je ne les éduque pas de la même façon que mes compatriotes aux Pays-Bas. L'éducation de mes enfants est la résultante d'un compromis entre mon épouse et moi dans un contexte précis.

N'est-ce pas aussi valable pour l'éducation scolaire ? A mon avis la réponse est affirmative. Il est de toute évidence qu'il faut établir un lien entre l'école et l'avenir d'un élève.

(Suite page 2)

Editorial (Suite de la page 1)

Les millions d'enfants du Niger n'auront pas tous le même avenir. Il y a des garçons et des filles qui travailleront comme des artistes ou des artisans, d'autres feront de la menuiserie ou de la soudure, certains piloteront des avions ou encore évolueront dans l'infirmierie ou dans la médecine.

La grande majorité, au proche avenir, fera sa vie dans l'agriculture ou l'élevage et ceux et celles qui n'auront pas un vrai métier pourraient même envisager une carrière à la SNV ou dans la politique.

Tous ces enfants, devront-ils suivre l'école primaire, secondaire et tertiaire ? Je ne le crois pas. Je suis d'avis que tous ces enfants ont le droit de recevoir l'éducation qu'il leur faut et qu'ils ont le droit de suivre l'éducation pour laquelle ils ont les capacités. Dans une situation idéale, toutes les filles et tous les garçons suivront un programme adapté à leurs capacités et à leur avenir. Cela ne veut pas dire que le fils d'une paysanne suit automatiquement un programme pour devenir paysan ou que la fille d'un mécanicien sera forcée de devenir mécanicienne. Le programme de chacun dépendra de ses capacités et, pour l'ensemble, des besoins de la société.

Une situation idéale n'est jamais réaliste. Pourtant, nous pourrions essayer de nous rapprocher de l'idéale. Certes, il nous faut forcément des tronc communs. Chaque élève devrait avoir la possibilité d'apprendre à lire, écrire et calculer dans sa langue maternelle (ou paternelle) et à comprendre d'autres langues utiles pour son avenir. Toutes et tous devraient connaître l'histoire et la géographie du monde en large et de leur pays en détail. Personne ne doit être fatigué avec des langues inutiles ou des connaissances qui ne s'appliqueront point. Le futur paysan devra être capable de cultiver et le futur soudeur devra être capable de souder. Tout le monde devra être en mesure de faire des choix dans la vie.

Etes-vous bien éduqués ? Je dirais oui au cas où vous seriez en mesure de bien fonctionner dans votre environnement, d'avoir un emploi digne de vos compétences, d'avoir des choix à faire et, surtout, d'être heureux !

Niko Pater

Sommaire

Editorial PP 1-2

La scolarisation en milieu pastoral.....PP3-8

L'Éducation au pays de l'acajou et de la mangue grillée/cuite...PP 8-9

Opérationnalisation de la stratégie du sous-secteur éducation de base à Zinder.....PP 10-13

Le code d'éthique professionnelle de la SNV.....PP 14-15

LABARY

Avenue Zarmakoye Niamey
Tel 20 75 36 33 / 20 75 20 52 Fax 20
75 35 06

E.mail : niger@snnworld.org
Site web : www.snnniger.org

Coordonnateur de la rédaction
Souleymane Anza

Conception et mise en page
Souleymane Anza

Ont collaboré à ce numéro

Niko Pater
Rakia Gazibo
Rahila Arma
Souleymane Anza
Roland Hammel
Idrissa Mahaman Laouali
Mainassara Chékaraou

Scolarisation des enfants pasteurs.

Les pasteurs longtemps restés en marge de l'évolution du système scolaire.

Comme bien d'autres services de base, l'éducation scolaire se complique davantage dès qu'on veut envisager d'en améliorer l'accès pour les pasteurs.

Bien des stratégies ont été tentées depuis des lustres, dans tous les pays africains, pour scolariser les enfants pasteurs. Sous la colonisation, on a parfois contraint les Chefs et les notables à « concéder » au moins un enfant à des écoles de conception quasi militaire, alors que dans le même temps, que le milieu sédentaire adhérait largement à la scolarisation et préparait les élites futures. Certes, l'objectif pour le colonisateur était surtout de préparer une génération de leaders locaux plus dociles et plus enclins à collaborer en tant qu'agents d'administration de l'Etat colonial.

Après les indépendances, cette politique a survécu ça et là, et on a parfois continué à scolariser des enfants nomades par la contrainte, avec une pédagogie autoritaire et acculturante. Le monde Touareg était principalement hostile à cette politique. Souvent, on envoyait plutôt les enfants des captifs. Dans le même temps en Europe, et notamment en Suisse, on enlevait les enfants Tziganes à leurs familles pour les mêmes motifs philanthropiques. C'était toute une époque.

En ce temps là, la chicotte ou ses équivalents locaux sévissaient encore largement dans les écoles européennes aussi et les méthodes d'enseignement tenaient davantage du lavage de cerveau et du dressage, que de la pédagogie. L'école devait produire des citoyens obéissants, travailleurs et disciplinés. L'apprentissage par cœur dominait sur une réelle compréhension individuelle des choses.

Depuis, les modèles sociaux se sont largement diversifiés dans la plupart des populations du Sud comme du Nord et l'école a largement dépassé son rôle de « formatage » des consciences pour s'orienter davantage vers le développement des capacités humaines et intellectuelles des individus et les aider à se doter d'un « libre arbitre ».... Du moins dans les principes, même si ce n'est pas toujours dans les faits.

Au Niger, de très grands efforts ont été consentis cette dernière décennie pour améliorer et structurer le système, pour impliquer les parents



d'élèves dans la gestion des écoles. Les programmes scolaires ont été modernisés, mais malheureusement, la faiblesse des ressources financières, la surcharge des classes et parfois aussi la mauvaise gouvernance, se conjuguent pour maintenir un niveau de résultat très bas. Combien d'enfants de CM2 ne savent ni lire ni écrire ? Quoi qu'il en soit, et quelle que soient les difficultés, l'école est aujourd'hui perçue comme un moyen d'émancipation et représente un espoir pour la démocratie future et le développement économique de l'Afrique toute entière. C'est l'occasion de se poser la question sur les véritables motivations des institutions internationales qui ont poussé les Etats africains à réduire leurs dépenses dans ce domaine...

Un vieux problème d'ordre pratique.....

Pour revenir aux pasteurs, on a vu bien des tentatives louables pour leur permettre d'accéder à l'éducation moderne. Pour les pasteurs et agropasteurs qui avaient des habitats fixes, l'accès aux écoles des agglomérations était possible, moyennant toutefois le douloureux renoncement aux caractères culturels, tels que le rasage des tresses pour les garçons touaregs et peuls, par exemple. Mais pour les autres, la grande majorité, 2 voies principales se dégagent naturellement du problème.

Les pasteurs sont mobiles.

Donc, on a pensé à deux options :

a) Il fallait sédentariser les pasteurs pour que leurs enfants puissent aller à l'école. A cette solution se liait d'autres considérations, politiques notamment. La conviction que le mieux être des pasteurs passait forcément par un habitat stable et l'abandon d'un mode de vie jugé archaïque (et facteur d'instabilité), semblait s'accorder avec la fausse croyance que leur mode de production était moins performant. Cette voie fût de loin la plus courante. Au Niger, on créa des « écoles nomades » sédentaires, implantées sur les sites qui semblaient devoir devenir des sites de sédentarisation, à proximité des puits devenant des villages, dans les postes administratifs, etc.... dans les faits, peu d'enfants réellement pasteurs sont passés par ces écoles, pour de multiples raisons. Elles ont surtout été fréquentées par les enfants des fonctionnaires et des militaires.

b) Autre idée, il fallait que l'école suive les élèves.... Cette option, plus rare, a été tentée dans plusieurs pays. Elle avait le grand mérite d'avoir reconnu avant l'heure, la valeur du mode de production pastoral et la nécessité absolue de la grande mobilité des troupeaux et des familles pour le fonctionnement optimum de ce système de production. Malheureusement, il était difficile de recruter des instituteurs capables et surtout, enclins, à suivre le mouvement saisonnier des troupeaux et de leurs jeunes bergers. De plus, les pasteurs ne vivent pas en permanence par groupes homogènes. Ils se répartissent dans l'espace selon la disponibilité des ressources et selon les saisons. L'école mobile représentait une contrainte, voir une entrave à la fluidité des mouvements et à la variété des stratégies de gestion des ressources. Ce n'était donc pas une solution si évidente qu'il n'y paraissait au premier abord.

Un vieux problème philosophique.....

Le monde nomade résiste à la scolarisation, c'est un « lieu commun » très courant et encore assez actuel. Mais se demande-t-on pourquoi ? On se le demande parfois, mais le plus souvent la réponse est stéréotypée et puisée dans un grand sac inépuisable qui s'appelle : « résistance des nomades à tous les changements et à toute amélioration de leur qualité de vie », dans lequel on a pris l'habitude de piocher des réponses toutes faites à tous les échecs des politiques de développement qui les concernent.

La réponse n'est pas si simple, évidemment.

Il y a quelques questions fondamentales, selon moi, qu'on doit d'abord se poser si on veut essa-

yer de comprendre la difficile communication qui prévaut entre l'école et les parents pasteurs et lui trouver des solutions.

En tant que parents, n'avons-nous pas tous comme principale ambition de servir de modèle à notre enfant, de lui transmettre un grand nombre de valeurs auxquelles nous croyons, des connaissances auxquelles nous accordons une grande importance ?

Ne sommes nous pas des maillons d'une longue chaîne qui passe le flambeau d'une culture et de capacités endogènes de générations en générations ?

Le lien entre parents et enfants, dans toutes les cultures et dans toutes les religions, n'est-il pas basé sur l'affection, le respect des anciens, l'estime réciproque, la cohésion familiale, la fierté d'appartenir à un groupe social déterminé ?

La fierté légitime de l'enfant d'avoir des racines, n'est-elle pas le sentiment de sécurité qui donne des ailes au futur adulte ?

La diversité culturelle de l'humanité n'est-elle pas un trésor qui nous enrichi tous ?

Et cette diversité dans les différentes cultures qui se côtoient au Niger, serait-elle un frein à l'identité nationale et au progrès social ? Personnellement, je crois que c'est plutôt une chance que cette multiplicité culturelle.

Jusque dans un passé proche, l'enfant pasteur, venu du campement familial, se trouvait dans une école où il était en minorité, avec des enseignants qui ne connaissaient ni ne comprenaient son milieu, avec des gérants de cantines et de dortoirs qui étaient imprégnés des préjugés sur son origine ethnique et le métier de ses parents. Qu'est-ce que cet enfant recevait comme message de sa confrontation avec ce monde nouveau et guère bienveillant pour lui ?

Le programme scolaire lui-même, entre les lignes des manuels, faisait la promotion d'une vie nouvelle, moderne, en tant que fonctionnaires, intellectuels, plus ou moins citadins et ce, depuis le primaire. L'origine pastorale ou paysanne était dès lors et de fait, comprise comme une condition misérable et archaïque dont l'école permettait de s'affranchir. L'élève devait donc sortir de la frange misérable où se trouvaient encore ses parents et revenir un jour plein de science et de recettes miracles pour apporter le développement au village, ou au campement, mais surtout, devenir un citoyen de ce monde moderne que l'on croyait définitivement en marche et accessible à tous.

Dans la pratique quotidienne, dans la classe, le message reçu correspondait à peu près à ça :

« si tu n'apprend pas tes leçons tu resteras derrière les chèvres toute ta vie, comme ton père, et

tu seras oublié au bord de la route du progrès ». Casser l'image de l'individu en détruisant celle des parents dès la petite enfance n'est pas un bon principe pédagogique. Ce n'est pas une méthode qui aide un individu à se structurer et à développer la confiance en soi indispensable à l'évolution intellectuelle. Cela n'empêche pas d'apprendre des leçons par cœur car la chicotte peut venir en pédagogie d'appui, mais cela perturbe gravement les futures capacités de libre arbitre et d'analyse objective.

Par contre, cette méthode est très efficace pour couler les jeunes esprits dans des moules pré-établis et en faire des sujets dociles et obéissants, conformes à l'idée qu'une génération d'enseignant se fait d'un mode de vie « moderne ».

Et je suis personnellement convaincu, que même si ce n'est jamais exprimé et formulé sous cette forme, c'est bien cette distorsion entre la réalité de l'école et les besoins éducatifs, psychologiques et affectifs, qui amène les pasteurs à « épargner » à leurs enfants un douloureux et irrémédiable processus de déconstruction de l'individu. Les parents savent, sentent, que leurs enfants seront triturés psychologiquement, qu'ils ne seront plus jamais les mêmes. De plus, ils se rendent compte que durant très longtemps, les enfants passés dans cette machine ne sont pas tous devenus des éléments féconds de leur société.... Loin s'en faut. Il est assez frappant de voir que c'est parfois dans cette génération de fils de pasteurs scolarisés, que sont le plus enracinés les préjugés courants envers le monde pastoral. Comme si pour compenser leurs origines, ces fonctionnaires devaient se montrer plus royalistes que le Roi, plus fonctionnaires que l'administration, plus rationnels que Descartes, mieux for-



matés que leurs collègues.

Or, il est aussi facile pour ces parents, de constater qu'aujourd'hui, l'école n'ouvre pas non plus la voie à une vie plus facile matériellement et à la sécurité. Le métier de pasteur indépendant, basé sur des connaissances fiables et reconnues, semble bien plus un gage de bien être que la condition de salarié mal payé.

De vieilles questions qu'on se pose trop rarement.....

L'école ? Mais pour quel objectif précisément ? Cela peut paraître incongru de poser cette question ! Et pourtant il le faut.... Est-ce que l'école doit seulement permettre à l'enfant de sortir de sa condition de pasteur ? Est-ce que ça le destine à devenir fonctionnaire ? Est-ce que ça doit permettre plus tard qu'il sache « faire des dossiers » au profit de la communauté ? Espère-t-on avoir engendré un futur Ministre ou même un Président de la République ?

C'est une réalité en milieu rural. La majorité des enfants s'arrêtent au primaire, ou un peu après. Qu'est-ce qu'ils ont appris durant les quelques années qui leur ont été données ? Est-ce que ça les rendra plus autonomes dans la vie ? Est-ce que ça leur donnera les moyens de gagner mieux leur vie ?

Ou est-ce qu'on a seulement soulevé le voile de la connaissance pour les éblouir, et ensuite recouvert définitivement ce Saint Graal à jamais inaccessible ?

Est-ce qu'on n'a pas seulement « déconstruit » leur base culturelle et sociale pour la remplacer par.. « rien » ?

Et si tout simplement, le seul et grand BUT de l'école en milieu pastoral était de voir émerger une nouvelle génération de pasteurs fiers de l'être, sachant lire, écrire et parler cette langue qui nous rassemblent tous et dans laquelle les textes de loi sont rédigés ?

Des pasteurs capables de représenter leur communauté plus efficacement qu'aujourd'hui, capables de lire une notice de produit vétérinaire, de rédiger un contrat, de parler d'égal à égal avec les services techniques et les partenaires, d'être présents dans le paysage de la société civile en tant que pasteurs, et pas seulement représentés par quelques citoyens qui ne sont que des parents éloignés..... Et de voter en connaissance de cause leurs députés, conseillers sur la base de leurs capacités..... se serait un grand changement.

Et si cette émancipation des consciences dont on parle, ne se limitait pas seulement à la politique et à l'acquisition de revenus...mais permettait aussi d'accéder à l'art, à la connaissance du Monde, à la conscience écologique, la citoyenneté mondiale, bref, à toutes ces sortes de choses apparemment inutiles pour ceux qui ne voient dans les études qu'un moyen de gagner mieux sa vie et d'avoir du pouvoir ?

Cette école là, si elle prépare vraiment cet avenir, si elle existe, alors nous devrions vraiment la soutenir de tous nos efforts.

Il faut rêver loin vers l'impossible pour ne pas manquer la somme des possibles qui sont nous sont proches.

Mais une nouvelle stratégie pleine de promesses.....

Depuis la fin des années 90, de nombreux pasteurs, et principalement les Peuls Wodaabés, se sont engagés dans une stratégie nouvelle pour adapter leur société aux nouveaux défis. Curieusement, cette stratégie pourtant massive et générale dans tout le pays n'est pas documentée ni publiée, et passe presque inaperçue dans sa dimension de phénomène quasi historique .

Il faut décrire brièvement ce mouvement d'ensemble.... Les pasteurs les plus mobiles sont les plus performants au niveau de leur élevage, mais ils sont aussi les plus invisibles par l'Etat et les projets, les plus vulnérables sur le plan foncier, les plus marginalisés sur le plan des services de base.

Pourtant, ils ne sont pas errants. Tous ont un « chez eux », un endroit auquel ils s'identifient, même si ce n'est qu'un puits, même si ce n'est qu'une vallée de puisards, ou une enclave pastorale en zone agricole pour certains, un endroit où ils repassent régulièrement et où les autres populations leur reconnaissent une occupation ancienne et des droits relatifs. De plus, ils sont bien sûr recensés auprès d'une commune et membre d'une structure coutumière administrative. Ils ne sont donc pas des SDF, même s'ils n'ont pas de murs.

Constatant leur invisibilité et leur retard dans les processus de la société moderne, certains précurseurs du Nord Dakoro, membres de AREN, ont commencé à installer quelques familles aux abords des puits familiaux vers les années 96-97. Toute une gamme de tâches nouvelles leur était assignée :

- gardiennage du puits
- présence permanente pour interagir avec l'ad-

ministration et les projets. On savait désormais où trouver des interlocuteurs de leurs communautés.

- Gardiennage et gestion de dépôts de céréales
- Création d'écoles pour la tribu, le groupe lignager, avec accès aux populations voisines.

Ce dernier point surtout nous intéresse. Certains préalables remplis, dont la construction d'une paillote de dimension précises et d'un stock de céréale pour la cantine scolaire, l'Etat pouvait accorder l'affectation d'un instituteur ou au moins d'un contractuel. Cette possibilité nouvelle éclairait donc d'un jour nouveau la scolarisation en milieu nomade. Les élèves pouvaient dès lors fréquenter un établissement scolaire où ils ne seraient pas en minorité, où les gestionnaires de la cantine seraient de leur groupe ethnique, bref, grandir et étudier sans quitter leur milieu. L'instituteur lui-même se trouve immergé dans le milieu et peut donc le comprendre davantage, et offrir ainsi une interface plus efficace avec le monde moderne. Il est sous contrôle direct des parents d'élèves, qui peuvent également l'aider dans toutes ses difficultés, qu'elles soient domestiques ou pédagogiques.

Ainsi, le groupe peut conserver toute sa liberté de mouvement pour assurer tous les impératifs de mobilité liés aux cycles saisonniers, et laisser ses enfants à la garde de quelques familles qui jouent désormais un rôle essentiel d'intérêt collectif. Les enfants sont en contact avec le bétail, avec les informations de la brousse, avec leur langue maternelle, leur système éducatif particulier, et peuvent rejoindre les parents dans les périodes de congé pour parfaire leur éducation d'éleveur, comme les autres enfants non scolarisés.

La première école de ce type fut celle de Tacha Ibrahim, qui démarra avec la rentrée en 1997. Le projet de l'AREN, le PAAPB , fournit un appui diversifié à ces sites d'attache durant 4 ans et le Prozopas assura des constructions de classe en dur. Les deux projets se sont par ailleurs complétés pour doter les écoles de stocks de céréales et de fonds pour les cantines. Depuis, dans le Nord Dakoro, près de 20 écoles de ce type ont émergé sur le même modèle. Leur nombre a justifié la création d'un collège à Bermo depuis deux ans.

En 1996, on ne pouvait trouver dans cette population, que 5 enfants qui aient suivi le primaire puis le secondaire. Et encore, c'est grâce au soutien rapproché de la mission catholique. L'actuel Maire de Bermo, l'un des plus jeunes du Niger, est issu de cette génération. Aujourd'hui, ils sont des

centaines dans toute la zone pastorale à vous parler français et à suivre assidûment les cours. Particularité, le taux de scolarisation des filles avoisine les 50 %. Avec le relais de l'AREN, mais surtout des contacts étroits que les Wodaabés entretiennent entre les lignages et les tribus, le phénomène a fait tache d'huile. Cette stratégie se retrouve aujourd'hui dans tout le pays, de Filingué à N'Guigmi. Toutes les tribus veulent leur école, toutes créent un point sédentaire sur leur zone d'attache, toutes cherchent des soutiens à leur stratégie, motivés par la réussite des leaders d'opinion de Tacha Ibrahim et de Bermo.

Pourtant, les projets intervenant dans le secteur ne s'intéressent que très peu à soutenir ces initiatives. Les soutiens ne proviennent généralement que de très petites ONG non spécialisées, très sporadiques et non concertés. Il y a là un paradoxe.

Pour nous SNV, il y a lieu de se pencher rapidement et efficacement sur la question. Ne faudrait-il pas consentir quelques moyens et du temps pour étudier davantage l'opportunité magnifique qui nous est offerte par ces parents d'élèves motivés ? Pastoralisme et éducation ? Faut-il encore chercher des formules alors que des milliers de familles ont engagées une démarche commune avec un certain succès depuis près de 10 ans ? Le cas du Nord Dakoro est un cas d'école. Sans doute devrions-nous examiner de près les processus qui ont abouti à ce résultat et nous en inspirer pour définir une conduite à tenir devant les demandes d'appui qui émanent de partout en zone pastorale et devant lesquelles les Communes sont souvent prises au dépourvu. Connecter et intéresser les ONGs spécialisées, appuyer de près les associations de parents d'élèves, offrir un soutien organisationnel aux instituteurs, favoriser les voyages d'échange entre parents d'élèves, etc.... etc..... Voilà un domaine d'investissement prometteur et passionnant qui s'ouvre à nous et qui nous permettra d'atteindre des impacts multiples.

Certes, le programme scolaire reste le même, et les réflexions relatives à la condition d'enfants pasteurs, ou même rural, sont toujours d'actualité. Mais le cadre de l'école, lui, a changé dans ce nouveau modèle. Et c'est déjà une petite révolution !

Mais, faut-il nécessairement que l'enfant nomade...allons plus loin...l'enfant rural, reçoivent une éducation particulière par rapport à l'enfant des villes ? Il y a là une question de fonds le rôle de l'école, en tant qu'outil d'éducation à la vie

et la citoyenneté.... Les nigériens sont tous égaux en droits. Est-ce qu'on ne verrait pas une discrimination si on allait trop loin ? les manuels actuels prennent plein d'exemples imagés de la vie courante..... de la vie urbaine surtout. Mais est-ce que les enfants des villes aussi ne devraient pas se nourrir, s'imprégner d'exemples ruraux, pour replacer les différentes manières de vivre sur un même pied d'égalité.. ?

Que l'enfant nomade utilise l'exemple des élèves qui vont au musée.... C'est bien... qu'il apprenne comment estimer la valeur de production d'un champ en multipliant les tias et les convertir en sac, puis en cash selon les cours du marché, c'est bien..... mais il faudrait aussi que l'enfant des villes puisse par exemple, calculer que cette vache à 13 ans, qu'elle a mit bas 8 fois, quel a été l'intervalle moyen entre ses mises bas dans sa carrière ????? L'usage de cet exemple, en dehors du côté math, lui imprimera à l'esprit l'idée qu'une vache a une carrière.... Et que c'est un des nombreux paramètres de choix des reproductrices descendantes de cette vache...un aspect du métier d'éleveur, très spécialisé.



Le calcul de consommation de carburant d'un taxi de Niamey, à mon avis, est bon aussi pour l'enfant pasteur, pour prendre un exemple contraire. Ça l'aide à imaginer les contraintes de ce métier et tout ce que le coût de la course contient comme paramètres de calcul. Un jour il ira à Niamey.... Et ce calcul sert aussi entre Tasker et Zinder.

Tu vois ce que je veux dire ? c'est la question de redonner une valeur au monde rural et à la profession de pasteur, à la profession d'agriculteur qui est très noble mais aussi tellement déva-

lorisée. Que chacun se retrouve dans le système scolaire, que chacun voit les autres couches et catégorie socio-culturelles et se voit lui-même aussi représenté à égale hauteur. L'égalité dans la diversité. Si de temps en temps, les livres d'écoles pouvaient, à un propos ou un autre, en math comme en grammaire, saisir l'occasion de valoriser les professions rurales, se serait bien.

Je ne suis pas pour une école cloisonnée dans le programme, ni cloisonnée d'aucune manière.... Pas plus ethniquement d'ailleurs que dans son contenu. Mais sans doute, par rapport à tes remarques, un important travail de réflexion pédagogique doit avoir lieu, un travail de fonds. Mais il en est ainsi de tous les programmes scolaires, ils doivent périodiquement être revus et adaptés. C'est encore un autre débat, qui va plus loin encore et que je trouve très très intéressant. Mais je vais vous surprendre, ce débat, le Maire de Bermo et les leaders qui ont créé ces écoles le découvrent en ce moment. Il y a quelques années, étant eux même non scolarisés (pas le Maire, mais les autres leaders de l'époque), ces gens croyaient que l'école allait faire de leurs enfants des gens capables dans tous les domaines et surtout de résoudre tous leurs problèmes. Aujourd'hui ils ont beaucoup appris, et notamment que l'école n'est pas un miracle qui donne aux enfants l'omnipotence.

Leur question ? que faire pour tous les enfants qui ne vont pas au collège ? que vont faire les enfants qui vont s'arrêter au collège ? alors... des modules spécifiques pour valoriser les acquis de la scolarité dans le milieu ? des formations professionnelles d'éleveurs et d'agriculteurs ? ah... ça se serait excellent... les vrais professionnels de l'élevage et de l'agriculture sont bien les éleveurs et les paysans.... Pas les vétérinaires et les agronomes ou les agro-businessman.... Heureusement que nous n'avons pas qu'eux pour nourrir la planète.

Et on peut encore rêver très loin.....

Roland Hammel
SNV-Tahoua

Guinée Bissau

L'éducation au pays de l'acajou et de la mangue grillée/cuite

En avril 2008, j'ai eu l'heureuse opportunité d'effectuer une mission en Guinée Bissau, en période de récolte d'acajou et où les mangues inondent les marchés. Alors, je puis vous affirmer que l'acajou et son fruit avec différentes couleurs étaient partout, partout, mais les mangues aussi ; je puis aussi vous affirmer que c'est le paradis pour un digne représentant du Sahel que j'étais ; les mangues, oui, les mangues elles, étaient à tous les coins de rue, dans toute la brousse, elle sont par terre, elle sont cuites pour être revendues, elles sont aussi grillées pour être mangées, qui l'eût cru ? Sacrée Guinée Bissau !!! Vous comprenez alors pourquoi j'ai intitulé mon article « ... Pays de la mangue grillée ou cuite ». Mais il y avait d'autres fruits encore : la papaye, la banane, les noix de coco, etc.



Bien, revenons à nos moutons : la SNV, dans sa nouvelle stratégie 2007-2015, s'est engagée dans les deux domaines d'impact des services sociaux de base (santé et éducation) et dans la Production, l'emploi et le revenu (PIE) ; cela explique la présence de la SNV Niger, Burkina Faso et Bénin aux côtés de celle de la Guinée Bissau. En effet, cette dernière, appuie des ONG et le Ministère des Enseignements secondaires et supérieurs dans la mise en œuvre des points suivants objets de la présente visite :

1. développement des écoles communautaires et leurs relations avec les autorités locales : Echanges sur la mobilisation communautaire pour une approche éducative plus durable;

2. conférence régionale de l'Afrique de l'Ouest sur l'insertion des enfants des médersas.

I. S'agissant du point relatif aux écoles communautaires, nous avons parcouru deux régions de Guinée Bissau (Cassaca, Bafata) où nous avons écouté, discuté et échangé les expériences avec les populations concernées, mais aussi avec les ONG et les services techniques de l'Etat qui les accompagnent. A l'issue de ces visites, les constats suivants peuvent être faits :

- le faible pouvoir économique des communautés et la faiblesse des effectifs dans les classes ; ce dernier élément entraîne des charges récurrentes très lourdes avec comme première conséquence des arriérés de salaires pour les enseignants et un alourdissement des charges des écoles communautaires pour les communautés.
- Le second constat c'est que l'école communautaire n'est pas perçue telle quelle devrait l'être ; en effet, par définition, une école communautaire est voulue par la communauté, elle est l'émanation de la communauté pour répondre à un problème, celui de la scolarisation de ses filles et fils ; elle appartient donc à la communauté dans sa totalité. C'est pourquoi dans sa conception, les programmes d'enseignement traduisent à 25% les réalités socio culturelles et économiques de la communauté qui l'a créée.
- Le troisième et dernier constat est la faible présence de l'Etat ; or l'Etat a la responsabilité de veiller au respect des normes nationales de qualité à travers le suivi et l'encadrement des services techniques déconcentrés, mais aussi l'application de 75% au moins des programmes nationaux d'enseignement.

Le rôle de la SNV pourrait être de:

- Appuyer les ONG qui accompagnent ce processus et les structures de gestion locales autour de la mobilisation communautaire pour non seulement faire de l'école l'affaire de tous et de toutes, mais aussi et surtout afin que les enfants (filles et garçons) soient massivement inscrits.
- Appuyer les ONG et structures locales de gestion afin que la gestion de l'école soit transparente.

II. Le deuxième aspect de la visite était relatif à « L'intégration des medersas dans le système officiel ». Cette conférence tenue à Gabu (capitale de la région sud) était présidée par le Ministre de l'Education nationale en personne. Ce dernier a pris l'engagement « d'assurer à chaque enfant Guinéen l'éducation, la connaissance technique et scientifique pour son plein épanouissement quel que soit le type d'enseignement. » Cette rencontre de réflexions, très riche en enseignements, a conduit à des recommandations dont la mise en



œuvre permettra certainement de démarrer le processus d'intégration de l'enseignement arabe dans le système formel de Guinée Bissau.

La SNV pourrait :

- Contribuer à la mise en synergie de tous les acteurs afin que l'éducation pour tous soit non seulement l'affaire de tous, mais également une réalité pour tous les enfants Bissau Guinéens quelle que soit la langue d'enseignement ;
- Appuyer les ONG intervenant dans le secteur et le Ministère dans l'élaboration de document technique d'intégration des médersas dans le système formel de l'enseignement de Guinée Bissau ;
- Contribuer à la recherche d'expériences pouvant faciliter le processus d'intégration des médersas dans le système formel d'enseignement en Guinée Bissau.

La chronique de ce voyage se poursuivra dans les prochaines publications !
Muito obrigado (merci beaucoup)

**Mainassara Chékaraoua
SNV-Maradi**

La Guinée Bissau, autrefois appelée Guinée Portugaise, est un Etat de l'Afrique de l'Ouest ;
 - Superficie : 36 125 km²
 - Population : 1. 300 000 hts environ ;
 - Langue officielle : Portugais
 - Langue couramment parlée en milieu urbain : Créole
 Composition Populations : Mandingues (majorité), Peuls
 - Musulmans : 40%
 - Située au sud du Sénégal et fait frontière aussi avec la Guinée Conakry à l'Est ;
 - Indépendance : 1973.
 - Monnaie : F CFA.
 - Comme le Niger, la Guinée Bissau a connu aussi beaucoup de soubresauts sociopolitiques (guerre de libération, coup d'Etat, guerre civile, etc.)
 Mais les similitudes ne s'arrêtent pas là malheureusement : Moins de 20% du budget national sont consacrés à l'Education ; TBS : 68% ;

Opérationnalisation de la stratégie du sous-secteur éducation de base à Zinder Des avancées significatives enregistrées localement

Après l'organisation des rencontres d'échange avec la DREN (y compris les IEB) et la tenue des ateliers communaux de contextualisation, le portefeuille de Zinder est rentré de plein pied dans la mise en œuvre des activités de renforcement des capacités des acteurs locaux en matière d'éducation de base I. C'est ainsi qu'au cours des derniers mois, trois activités majeures ont été conduites de concert avec les acteurs communaux et les structures déconcentrées de l'éducation de base I. Il s'agit de :

- La tenue des forums communaux "les élèves ont la parole",
- La formation des membres de COGES communaux,
- La tenue des journées communales CFEPD+.

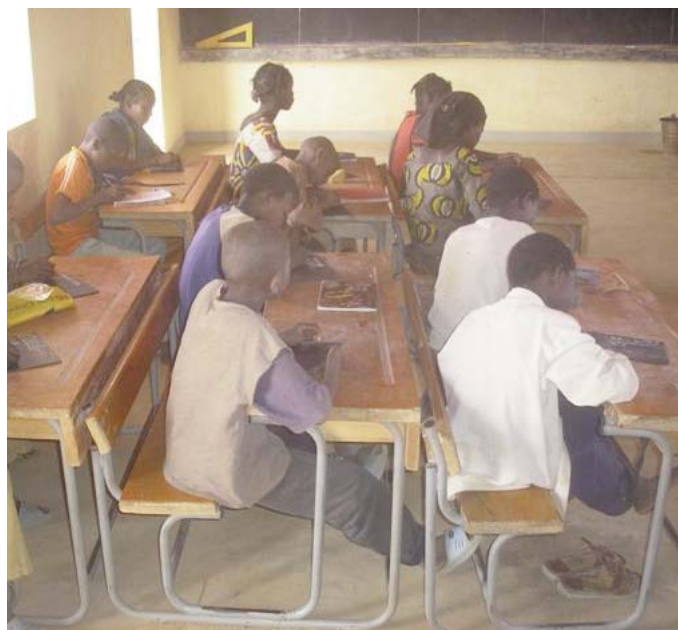
Ces activités rentrent dans le cadre de l'atteinte des deux de nos outcomes à savoir l'amélioration de l'accès, l'utilisation et la qualité des services en matière d'éducation de base I ensuite le développement des compétences des enseignants dans la conception et la mise en œuvre des outils didactiques et pédagogiques.

1. La tenue des forums communaux "les élèves ont la parole"

Pour parachever la contextualisation du sous secteur éducation de base I et afin de prendre en compte les avis et préoccupations de tous les acteurs, nous avons appuyé, en avril, les sept communes clientes et la DREN à organiser chacune une rencontre d'échanges avec les écoliers/es. Il s'agissait de tenir un forum de discussions centré sur les problématiques de l'école au travers d'un autre regard qu'est celui des élèves, catégorie d'acteurs souvent pas prise en compte dans le processus de réflexion et d'amélioration du système éducatif au Niger.

Le forum a consisté au regroupement, dans le chef lieu de la commune, de deux élèves par école (1 fille et 1 garçon) de niveau cours moyen première ou deuxième année. Pour faciliter leur déplacement, du village au lieu de la rencontre, il a été privilégié les écoles situées dans un rayon de moins de dix kilomètres. Selon le village, un représentant de COGES école ou un enseignant a pris le soin d'accompagner les enfants afin de mieux assurer leur sécurité tout au long du voyage dans les deux sens. Au total ce sont quelques soixante dix écoles qui ont pris part aux forums dans les sept communes.

Outre les élèves, ont participé aux discussions d'échanges les maires, les présidents de COGES



communaux, le point focal régional SNV de la DREN et les chefs secteurs pédagogiques. Dans le souci de permettre aux élèves de se sentir à l'aise et de parler sans crainte ni gêne quelconque, nous avons expressément évité de convier les enseignants/es aux forums. Une étape de mise en confiance consistant à servir le petit déjeuner aux enfants et à leur distribuer des bonbons a vite permis de décriper l'atmosphère d'inquiétude observée au début. Une fois la présentation des participants/es et de l'objet du forum effectuée, le débat sur les différents thèmes s'est progressivement installé. Ces thèmes ont porté sur :

- Compréhension de l'école et les conditions d'accès par les élèves,
- Relation avec les COGES, APE, AME, les structures d'encadrement des enseignants, et l'assemblée des jeunes parlementaires,
- Résultats des examens et les priorités/droits des élèves,
- Profil d'un bon élève/Enseignant/Parent d'élève.

Les différentes discussions ont permis de cerner les problèmes ou facteurs de blocage par acteur et niveau ainsi que les solutions envisageables selon la vision des élèves. Tous ces éléments ont fait l'objet de synthèse dans une grille analytique par commune ; ils serviront à alimenter et à enrichir les réflexions stratégiques futures des partenaires de l'école dans le cadre des mesures d'atténuation ou de résolution des problèmes.

A la fin des discussions, une séance de restitution,

sous forme des jeux de rôles entre élèves, a favorisé une meilleure internalisation des travaux. Dans la perspective prochaine de la tenue d'un forum régional "les élèves ont la parole" à Zinder, les élèves ont procédé à la sélection de leurs représentants/es à cette rencontre. Les critères du degré de participation aux débats et de motivation ont surtout été mis en exergue lors de ce choix. Au total une dizaine de représentants (filles et garçons) par commune furent retenus pour la participation au forum régional des élèves sur les problématiques de l'école.

En termes d'évaluation, il est ressorti des éléments d'appréciation positifs de part et d'autre. Partout, les élèves ont attesté n'avoir jamais été invités à de telles rencontres à quelque niveau que ça soit. Ils ont affiché leur enthousiasme en ce sens que le forum leur a permis de connaître d'autres élèves et d'échanger avec eux sur la "vie à l'école". Ils ont recommandé la poursuite d'une telle initiative et sa généralisation à d'autres communes de la région afin de permettre à tous les élèves de s'exprimer librement sur ce qui se passe à l'école.

2. La formation des membres de COGES communaux

Dans le cadre du raffermissement des capacités opérationnelles des membres des COGES communaux et afin de leur permettre de bien remplir leurs missions, il s'avère utile et indispensable de relever leurs compétences. Cette préoccupation a été clairement affichée par les différents acteurs locaux lors des ateliers communaux de contextualisation.

En vue de soutenir les membres de COGES dans leurs efforts et répondre aux vœux formulés pendant ces ateliers, une action de formation à la carte, bien ciblées et appropriées au contexte de chaque commune, a été effectuée au cours du mois de mai.

Les objectifs de cette formation étaient de :

- Amener les membres des COGES communaux à mieux maîtriser les missions de leurs structures ainsi que leurs rôles et attributions respectifs.
- Dégager et analyser les différentes relations fonctionnelles qui existent entre le COGES, les enseignants, les APE-AME ainsi que la commune.
- Définir les grandes lignes d'une stratégie de mobilisation sociale en matière d'éducation selon chaque contexte.
- Dégager les principes de base en matière de demande d'appui et de négociation des actions d'éducation.
- Introduire les principes de Governance For Empowerment dans le fonctionnement des

COGES.

- Réviser les plans d'actions des COGES afin de les adapter au nouveau contexte local.

Pour une question d'efficacité et d'efficience, la formation a eu lieu dans deux centres de regroupement et a duré trois jours par session. Cela a favorisé un meilleur échange entre les différents membres mais aussi renforcé la dynamique participative. Au total ce sont douze membres par COGES communal qui ont pris part à la formation pour laquelle la méthodologie suivante fut adoptée :

- Réunion de concertation avec les acteurs impliqués

Il s'agit d'une réunion d'information des principaux acteurs qui a permis d'affiner tout le processus. Cette réunion a regroupé dans chaque commune le maire ou son adjoint, le président du COGES, le chef du secteur pédagogique concerné ainsi que le point focal régional SNV de la DREN. Elle a permis d'une part de discuter sur la préparation, les conditions matérielles de réalisation et la date de tenue de la formation et d'autre part de recenser les membres des COGES à former.

- Préparation de la formation

Avant la tenue de la formation, une répartition des tâches a été faite entre la SNV et la DREN en vue d'une meilleure responsabilisation de chaque partie mais surtout dans le souci de mieux articuler la démarche autour des thèmes à aborder.

Dans ce sens des réunions de travail ont lieu avec le point focal régional COGES de la DREN pour harmoniser l'approche, répartir les différents thèmes sur la durée de la formation mais aussi amender leurs contenus.

- Tenue de la formation

Les travaux de la formation se sont conduits sous forme d'exposés-débats, de jeux de rôles, des travaux de groupes et de restitutions en plénière. L'approche adoptée a permis aux membres de discuter entre eux, d'échanger leurs expériences dans la mise en œuvre des activités et d'affiner tout le processus d'accompagnement post formation. Des outils sur la GFE ont été utilisés pour amener les membres à mieux saisir les enjeux liés à cette pratique.

Les thèmes de la formation ont porté essentiellement sur :

- Les rôles et attributions du COGES et de ces membres,
- Les relations entre COGES, APE/AME, mairie et enseignants,
- Les stratégies de mobilisation sociale,
- La formulation des requêtes de demande d'ap-

puis et les techniques de négociation,

- La GFE,
- La révision des plans d'actions de COGES.

3. La tenue des journées communales CFEPD+
Les différents ateliers de contextualisation organisés dans les communes clientes ont permis de faire ressortir, entre autres, la faiblesse du point de vue organisationnel et opérationnel des enseignants/es surtout ceux détenant les classes d'examen (CM2). En effet, la quasi-totalité de ces enseignants/es sont des contractuels de l'éducation, avec souvent très peu voire aucune formation initiale.

Cette situation ne favorise pas l'obtention des bons résultats lors des examens de fin d'études primaires (CFEPD). Le taux de réussite, dans le meilleur des cas, est en moyenne au tour de 45% avec une disparité en défaveur des filles et des zones rurales.

Pour améliorer les résultats en fin d'examen, il s'avère nécessaire voire indispensable de soutenir pédagogiquement les enseignants/es de CM2. C'est dans ce sens et conformément aux désirs des communes clientes et des inspections de l'enseignement de base I qu'une action visant à renforcer les capacités organisationnelles et opérationnelles de ces enseignants/es a été identifiée. L'idée est d'organiser, dans chaque commune, une journée appelé "Journée communale CFEPD+ ". Cette journée qui est un cadre d'échange d'expériences porteuses entre les enseignants/es a permis de discuter sur des thématiques au niveau desquelles des insuffisances ont été relevées par les inspecteurs et les conseillers pédagogiques lors des missions d'encadrement sur le terrain. Elle a permis également de formaliser le système de suivi des élèves par les enseignants/es et d'asseoir les bases d'une amélioration des résultats aux examens prochains.

Au total 116 enseignants dont 27 femmes repartis sur 89 écoles ont été concernés par cette journée au niveau de 4 communes clientes.

Les objectifs poursuivis sont essentiellement de trois ordres :

- Dégager et analyser les différents facteurs qui limitent les taux de réussite aux examens de CFEPD.
- relever les capacités organisationnelles et opérationnelles des enseignants/es en charge des classes d'examen (CM2).
- Définir avec les enseignants/es des stratégies directement opérationnelles permettant d'améliorer, au niveau de chaque commune, les taux de réussite au CFEPD.



Les travaux d'une journée par commune ont enregistré la participation du chef secteur pédagogique, de l'inspecteur de l'enseignement de base I, du point focal DREN, du maire et du président du COGES communal.

Pour la tenue de la journée communale CFEPD+, la démarche suivante fut adoptée:

- Réunion de préparation avec les responsables locaux

En vue de bien organiser la tenue de la journée CFEPD+, une mission de préparation a été effectuée sur le terrain. Cette mission a permis de (i) clarifier le contenu de la démarche et dégager une vision partagée de la méthodologie proposée, (ii) recenser les écoles concernées ainsi que le nombre d'enseignants/es qui prendront part à la journée et discuter des conditions matérielles de réalisation de la journée, (iii) identifier les thèmes qui feront partie d'échanges pédagogiques entre les enseignants/es et le personnel d'encadrement (IEB, DREN).

Dans les communes ayant déjà organisé des examens blancs (cas de la commune 4 Zinder), les thèmes ont été déterminés en fonction des résultats de l'évaluation des élèves.

- Tenue de la journée communale CFEPD+
Les travaux de la journée se sont conduits sous forme d'exposés-débats de manière à susciter l'émulation et la prise des défis chez les participants/es. La démarche adoptée a favorisé l'instauration des discussions franches et constructives entre les participants/es ainsi que l'échange d'expériences dans la tenue de classe de CM2 et le suivi des élèves (système de tutorat).

La synthèse des discussions faites lors des ces journées lie les causes principales d'échecs aux examens de CFEPD aux éléments ci-après :

- ↘ Insuffisance d'encadrement
- ↘ Manque de motivation des maitres/maitresses
- ↘ Baise de niveau des élèves
- ↘ Faible "ancrage social" de l'école au milieu
- ↘ Manque/insuffisance des manuels, fournitures et mobiliers scolaires.

Suite à l'identification et à l'inventaire des causes d'échec au CFEPD, les enseignants/es se sont engagés/es à prendre des mesures opérationnelles afin d'améliorer, dès cette année, les taux de réussite aux examens. Ces stratégies se résument dans le tableau qui suit :

taires de gestion des établissements scolaires (COGES) à véritablement s'investir pour relever les défis conséquemment aux problèmes identifiés.

L'approche novatrice, incitative et responsabilisante que déploie la SNV commence à se traduire sur le terrain par une mobilisation typique, signe annonciateur d'une adhésion sincère des acteurs locaux à la promotion des principes d'une bonne gouvernance à l'école.

Les nuages d'appréhension qui semblaient dissimuler l'espoir des acteurs locaux de l'éducation quant à leurs capacités à faire évoluer favorablement les situations désespérées semblent se dissiper progressivement sous les actions salvatrices exhortées par la SNV à l'échelle de la région de Zinder.

Synthèse des stratégies opérationnelles adoptées par les enseignants/es

STRATEGIES	RESPONSABLES	DATES
Sensibilisation des parents d'élèves	Directeur, COGES local, APE, AME, mairie, COGES Communal	Du 20 au 30 mai 08
Formation des groupes de travail (élèves)	Directeur	19 mai 08
Elaboration d'un plan d'études	Directeur	20 mai au 23 juin 08
Suivi études de nuits des élèves	Directeur	20 mai au 23 juin 08
Cours de rattrapage, révision leçons	Directeur	Samedi matin
Organisation des examens blancs locaux	Personnel des écoles	Au moins 3 examens
Initiation au remplissage des entêtes (copie d'examen)	Directeur	20 mai au 23 juin 08
Conseils pratiques de motivation des élèves pour la réussite	Directeur	20 mai au 23 juin 08

4.Ce qu'il faut retenir

Suite à la mise en œuvre de trois activités développées ci-dessus, il se dégage, à tous les niveaux, une grande disponibilité des acteurs à s'impliquer dans le processus de changement et d'amélioration de la situation de l'école. Les trois activités d'accompagnement réalisées, en concertation avec les communes et les services déconcentrés en charge de l'éducation de base I, dénotent l'engagement des structures communau-

La formation des membres de COGES communaux a provoqué un début de changement dans leur manière de conduire les activités. Déjà, deux communes sur les sept ayant bénéficié de la formation ont organisé une assemblée générale extraordinaire en vue de revoir la composition du bureau pour prendre en compte, entres autres, les préoccupations liées à la GFE.

La reconnaissance par la DREN, maître d'œuvre des actions d'éducation, de la nécessité d'enrichir l'approche de mise en place et de renforcement des capacités des COGES nous reconforte dans nos efforts d'accompagnement de ces structures communautaires en charge de la gestion de l'école au niveau local.

Les mois à venir laissent entrevoir le développement d'une synergie et d'une meilleure coordination des actions d'éducation de base I dans la région de Zinder avec notamment la création prochaine d'un espace régional de dialogue entre l'ensemble des partenaires de l'école.



Idrissa Mahaman Laouali
Conseiller SSB
Portefeuille SNV Zinder

Le code d'éthique professionnelle de la SNV

Une des responsabilités que s'est assignée le Conseil des Employés (CE) est de veiller à la vulgarisation et l'internalisation du Code d'Éthique Professionnelle de la SNV Niger dans les activités quotidiennes des employés.

En effet nous semblons oublier le code d'éthique professionnelle dont le but est d'énoncer les principes de la morale, des droits et de devoirs à respecter par tous les employés dans le cadre de leur mission au sein de la SNV.

Il y est stipulé que nous avons un «ensemble de règles de comportement, de principes, de normes et valeurs éthiques régissant la conduite individuelle et collective au sein de la SNV ». Les valeurs morales et intellectuelles qu'il définit sont déterminées et partagées par l'ensemble des employés indépendamment de leur nationalité, sexe, religion ou rang au sein de l'organisation.

Le code d'éthique professionnelle montre la preuve de maturité d'une organisation. Cependant au-delà de l'existence de ce code, ce sont les modalités pratiques de son application qui importent l'ensemble des employés concernés si nous voulons consolider et renforcer l'image positive de la SNV. Et il est clair que même si le CE s'est engagé à le rappeler et à motiver son application, c'est à l'ensemble des employés-es de la SNV de s'imposer cette rigueur dans le respect des droits et la promotion des pratiques de bonne gouvernance.

Extraits du Code d'Éthique Professionnelle

Conduite Ethique et Respectueuse de la Loi

La réputation de la SNV en matière de respect des valeurs éthiques et de la légalité dans l'exécution et la mise en œuvre de ses objectifs mondiaux revêt une grande importance pour notre Organisation. Il s'agit de l'un de ses principaux atouts que nous nous devons de sauvegarder et de renforcer. Aussi, sommes nous résolument engagés à préserver ces acquis en :

- nous conformant non seulement à la lettre mais également à l'esprit de toute obligation juridique; aux obligations, recommandations et proscriptions définies dans le présent code;
 - respectant au plus haut degré les notions d'intégrité et de loyauté dans les négociations;
 - faisant preuve d'attention et de compétence professionnelle dans l'exécution de nos activités.
- Ces principes doivent germer et s'étendre à toute la SNV, à tous les échelons, de façon à ce que leur respect devienne un véritable état d'esprit, et qu'ils fassent partie intégrante de l'accomplisse-



ment des tâches quotidiennes de chacun et de tous.

En principe, valeurs éthiques et légalité sont des concepts qui vont de pair. Cependant, il peut arriver qu'une activité soit techniquement légale, mais non éthique ou encore contraire aux normes de la SNV. Si une telle situation se présenterait, les normes et valeurs morales de la SNV doivent primer, la réputation de l'Organisation est d'une telle importance, que le seul respect de la loi ne suffit pas.

Les infractions à la loi, aux réglementations ou aux normes de la SNV ne peuvent se justifier par la recherche de profit. Elles ne sont pas non plus admissibles du seul fait que des concurrents ou d'autres entités sur le marché agissent de la même manière. La SNV se fixe légitimement des objectifs de performance exigeants.

La poursuite de ces objectifs passe par l'initiative et la compétence professionnelle et non pas par l'infraction et/ou la fraude à la loi ou par des agissements compromettant la réputation et les valeurs de la SNV.

Critères de Comportement

Afin de jeter une base saine et de bonne coopération dans le cadre de notre travail, et ainsi préserver l'une des plus grandes valeurs de la SNV, nous nous engageons à observer les attitudes et comportements ci-après:

- une conduite correcte,
- un sens professionnel et représentatif des membres du personnel;
- le respect de l'environnement culturel, des valeurs traditionnelles de chacun et des comportements sociaux nigériens;
- le respect des croyances et convictions

religieuses ainsi que de la morale de la société nigérienne.

Ceci doit être sacré même pour ceux d'entre nous qui ne sont pas pratiquants.

Critères de Responsabilité

Le Directeur de la SNV Niger assume en dernier ressort la responsabilité globale de la légalité et de l'intégrité des opérations de l'Organisation. La Direction assume la responsabilité des opérations au quotidien.

Néanmoins, quelle que soit sa position au sein de la SNV, l'employé est toujours personnellement responsable des actes qu'il pose dans le cadre de ses activités. Il doit par conséquent veiller à ce que ces actes soient en parfaite harmonie avec les normes et valeurs de la SNV. La Règle d'Or en la matière consiste à ne jamais prendre de risque avec la loi, la réglementation ou la réputation de la SNV.

L'équipe de Direction de la SNV se tient à la disposition de tout employé qui souhaiterait avoir d'amples indications sur la conduite à tenir.

Le respect des dispositions du présent Code d'Éthique fera partie des entretiens de fonctionnement et évaluations.

Critères de Confidentialité

La transparence est une des caractéristiques clés de la SNV. Il n'en reste pas moins que certains sujets exigent que l'on observe une certaine discrétion. Cela concerne essentiellement des questions liées aux personnes, tels que les rapports sur les performances, les évaluations ou encore les correspondances sur les questions de personnel.

Le devoir de confidentialité s'applique également au personnel responsable des politiques (MT SNV et MT projet) ainsi qu'à leur secrétariat qui devront conserver en toute sécurité les rapports et comptes-rendus des réunions, dans la mesure où certaines discussions confidentielles pourraient y être consignées. L'utilisation à mauvais escient d'informations qui auront été confiées à un agent dans le cadre de ses fonctions constitue une faute grave, et est donc strictement interdite.

Transparence

Comme mentionné plus haut, la transparence est une des caractéristiques les plus significatives de la SNV. Bien que cela puisse à première vue, aller à l'encontre du devoir de confidentialité, une des règles de notre Organisation est que la transparence doit régner à tous les échelons.

La SNV doit par conséquent être en mesure de :

- Démontrer (et pratiquer) l'accessibilité aux dossiers et à la documentation (à l'exception des dossiers personnels et des archives MT);

- Démontrer que son travail est géré de façon transparente et équitable avec intégrité et compétence;
- Instaurer et maintenir un dialogue ouvert et constructif avec les parties prenantes;
- Démontrer qu'il existe un processus transparent de prise de décision et d'archivage de la documentation sur les décisions prises;
- Observer des règles claires dans la gestion

Afin d'atteindre ces objectifs, nous nous devons de :

- Coopérer totalement avec les contrôleurs internes et les commissaires aux comptes de la SNV avant et pendant les inspections, apporter coopération et assistance aux visiteurs, ONG, ONGI et responsables gouvernementaux qui souhaiteraient obtenir des informations sur les programmes et projets de la SNV;
- Répondre de façon sincère aux questions posées par les contrôleurs et les commissaires aux comptes;
- Remédier rapidement aux carences révélées lors des inspections;
- D'organiser régulièrement des réunions avec les parties prenantes afin de discuter de la coopération, des évolutions et de sujets d'intérêt commun.

Service à la clientèle

La SNV s'est engagée à fournir un service de qualité à sa clientèle. Sont considérés comme clients, les entités suivantes: organisations partenaires, groupes cibles, institutions gouvernementales locales et organisations à assise communautaire. Elle ne fournira un service ou un produit à un client que suite à une demande expresse de ce dernier pour un service relevant de sa mission au Niger. Aussi, elle ne réagira qu'après avoir obtenu l'autorisation réglementaire requise pour ce faire, et s'assurer qu'elle possède le savoir-faire nécessaire pour accomplir convenablement sa tâche.

Avant toute chose, elle recherchera au préalable auprès de son client toutes les informations qui peuvent raisonnablement s'avérer pertinentes dans la situation donnée, et agira à la lumière du contexte financier, social et comportemental du client ainsi que de ses objectifs. S'il s'agit de conseils, elle veillera à ce que ces conseils soient clairement exprimés et qu'aucune réserve ou restrictions aux conseils n'aient été formulées. Envers chacun de nos clients nous devons avoir une attitude représentative, une conduite correcte et une tenue soignée, afin de préserver l'image de marque de la SNV.

Rakiatou Ali Gazibo
SNV-Tahoua, membre du CE

Annonces

Recrutement

C'est avec joie que je vous informe que Victoria Djimba vient d'être nommée au poste d'analyste financier au bureau Régional de l'Afrique de l'Ouest et du Centre basé à Ouagadougou. Elle prendra service à partir du 01 octobre 2008. Bonne chance Victoria

Notre collègue Kimba Amadou vient d'être promu conseiller senior BS-Santé au sein du Portefeuille Tahoua. Toutes nos félicitations.

Naissance

Fille de Algabass Imiliyag, née le 30 mai 2008 à Maradi

Fille de Mohamed Khamed Elmoustapha, née le 30 mai 2008 à Tahoua

Décès

Nos sincères condoléances à Ari Mani Mamadou, Conseiller Portefeuille Tahoua suite au décès de sa fille Ousseïna, survenu le 30 mai 2008 à Tahoua.

Que son âme repose en paix – Amen

Rahila Arma

Gestionnaire des Ressources Humaines

Le Labary

Espace privilégié de réflexion,
d'échange d'expériences et
de partage connaissances

Détente et sourire

Cadeau d'anniversaire

Un homme entre dans une papeterie :

- J'aimerais offrir un beau stylo à ma femme : c'est son anniversaire !
- Oh, c'est bien, dit la vendeuse, vous voulez lui faire une petitesurprise ?
- Oh que oui, ce sera même une très grosse surprise : elle s'attend à avoir une BMW...

Gâteau d'anniversaire

Mamie dit à son petit-fils :

- Puisque c'est ton anniversaire, je vais te faire un gâteau avec douze bougies !
- Tu sais, Mamie, ce que je préférerais, c'est que tu me fasses douze gâteaux avec une bougie.

Pret

Un fils de banquier dit à son père :

- Papa, prête-moi 20 euros, mais ne m'en donnes que 10.

Le père demande :

- Pourquoi, mon garçon ?
- Comme ça tu me devras 10 euros, je te devrai 10 euros et nous serons quittes !

En plein centre de Manhattan - voter pour cette blague - 25 points - 30/05/2005 -

En plein centre de Manhattan

Une Rolls se gare devant une banque. En descend une superbe blonde qui rentre dans l'établissement et demande un prêt de 2000 euros.

Le chargé d'affaire lui demande une garantie ainsi que la durée du prêt. La blonde propose, comme garantie, la Rolls garée devant la banque et indique que le prêt sera remboursé à son retour de Paris dans quinze jours.

Sur ces entrefaits, la blonde s'en va, tandis que le chargé d'affaire et son directeur s'escaffent :

"Il faut vraiment être une blonde pour offrir une Rolls comme garantie d'un prêt de 2000 euros".

La semaine passe, la blonde repasse à la banque et demande à rembourser le prêt pour récupérer sa Rolls.

Le banquier s'exécute contre 2000 euros et ajoute 30 euros d'intérêts et de frais.

Pris d'un certain remord le banquier demande : "Vous ne semblez pas avoir besoin de 2000 euros, alors pourquoi laisser une voiture de ce prix pour une somme dont vous n'avez apparemment pas besoin ?"

et la blonde de répondre :

"Parce que 30 euros est le meilleur prix que j'ai pu trouver pour garer en toute confiance ma Rolls pendant 15 jours en plein Manhattan !"